

AP n° 2026-APC-25-IC

**ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE**  
**instaurant de nouvelles prescriptions applicables**  
**concernant les installations de**  
**la SOCIÉTÉ CENTRALE BIOGAZ DU CHALONNAIS**  
**situées lieu-dit « Les Madilles »**  
**Voie Chanteraine**  
**51520 Recy**

**Le Préfet de la Marne**

**Vu** le Code de l'environnement, notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;  
**Vu** l'arrêté ministériel du 12 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;  
**Vu** l'arrêté préfectoral n°2016-A-128-IC du 22 septembre 2016 autorisant la société Centrale Biogaz du Chalonnais à exploiter ses installations de méthanisation, sur la commune de Recy ;  
**Vu** les modifications notables portées à la connaissance du Préfet par la société Centrale Biogaz du Chalonnais portant sur une demande d'extension de la zone de chalandise transmises par courrier du 11 septembre 2024 et complétées le 10 mars 2025, le 18 août 2025 et le 18 novembre 2025 ;  
**Vu** le rapport de l'inspection chargée des installations classées en date du 24 novembre 2025 ;  
**Vu** les observations formulées par l'exploitant, le 16 décembre 2025, dans le cadre de la procédure contradictoire.

**Considérant** que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;  
**Considérant** que l'exploitant demande l'extension de sa zone de chalandise en intégrant le département de l'Aisne ;  
**Considérant** néanmoins que, bien que les modifications envisagées ne soient pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires.

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

**ARRETE**

**Article 1 : Objet**

La société Centrale Biogaz du Chalonnais, dont le siège social est situé 2 Parc de la Brocéliande sur la commune de Saint-Grégoire (35760), et dont le site d'exploitation est implanté lieu-dit « Les Madilles » – Voie Chanteraine sur la commune de Recy (51520), est autorisée à poursuivre l'exploitation de ses installations en respectant, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du Préfet, les dispositions des articles suivants.

## **Article 2 : Matières autorisées**

Les dispositions de l'article n° 8.1.1.1 de l'arrêté préfectoral du 22 septembre 2016 suivantes :

« [...] Les matières admises proviennent d'un des départements suivants :

- Marne ;
- Haute-Marne ;
- Aube ;
- Ardennes ;
- Meuse ;
- Seine et Marne.

[...] »

sont remplacées par les dispositions suivantes :

« [...] Les matières admises proviennent d'un des départements suivants :

- Marne ;
- Haute-Marne ;
- Aisne ;
- Aube ;
- Ardennes ;
- Meuse ;
- Seine et Marne.

[...] »

## **Article 3 : Délais et voies de recours**

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne – 25, rue du Lycée – 51 036 Châlons-en-Champagne Cedex (soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1° par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

Conformément à l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial de recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux ou un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Conformément à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou de dépôt du recours contentieux.

## **Article 4 : Droits des tiers**

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du Préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions

définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement. Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut de réponse, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le Préfet fixe les prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

#### **Article 5 : Exécution et diffusion**

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information, à la Délégation territoriale Marne de l'Agence régionale de santé, au Service interministériel de défense et de protection civile, à la Direction départementale des territoires – service urbanisme, au Service départemental d'incendie et secours de la Marne, à la Direction de l'Agence de l'eau Seine-Normandie ainsi qu'à Madame le Maire de Recy qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite à Monsieur le Directeur de la Société Centrale Biogaz du Chalonnais - lieu-dit « Les Madilles » - Voie Chanteraine - 51520 Recy.

Madame le Maire de Recy procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, elle dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

Cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département de la Marne pendant une durée minimale de 4 mois.

Châlons-en-Champagne, le **26 JAN. 2026**

Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général

Raymond YEDDOU



